



Pour de vraies Augmentations Générales de Salaire

Pourquoi tout augmenterait... sauf nos salaires ?

18/01/18

Nous l'avons tous constaté depuis plusieurs mois : les prix augmentent. L'indice INSEE de l'inflation, qui ne prend en compte qu'une partie de ces hausses de prix, le confirme : l'inflation officielle, proche de 0% depuis 2014, a été en moyenne de 1.0% sur l'ensemble de 2017 (avec des prévisions plus élevées pour 2018).

Mais cela ne recouvre qu'une partie des hausses que nous subissons et celles-ci ont d'ailleurs marqué le début de cette année 2018 (carburants, gaz, etc.).

Dans ce contexte, avec les chiffres « record » de ventes Renault qui viennent d'être annoncés (+8.5% de ventes dans le monde pour 2017) et les résultats financiers qui le seront en février, il serait d'autant plus inadmissible que la direction persiste dans sa volonté d'imposer des Augmentations Générales de Salaire à 0% (comme depuis 5 ans pour les ETAM). C'est à partir de notre travail (dans les usines comme dans les centres d'ingénierie) que Renault dégage des milliards de bénéfices. Les salariés doivent obtenir leur dû.

Inflation officielle et réelle...

Même l'inflation officielle le dit, il y a un soubresaut sur les prix depuis le début de l'année 2017. Mais le 1.0% d'inflation officielle pour la moyenne de l'année 2017 et la prévision un peu plus élevée pour 2018 cachent des augmentations plus importantes que nous constatons depuis plusieurs mois.

Certaines annonces du début de l'année 2018 en sont le reflet : **hausse du Diesel à la pompe (+8.3%** en moyenne début janvier en partie à cause de l'augmentation des taxes), de l'Essence également (**+4.3%** en moyenne), **hausse du prix du gaz (+6.9%** au 1^{er} janvier), **hausse de 2€ du forfait hospitalier**, **hausse des contraventions** dans la plupart des villes (appelées maintenant « forfait post-stationnement » et qui font passer l'amende de 17€ à 50€ à Paris – 35€ si paiement sous 3 jours). Et hier, EDF annonçait une hausse surprise de ses tarifs d'**électricité** de **0.7%** qui s'ajouterait à la hausse annuelle du mois d'août.

Mais ce n'est pas tout. En 2017, nous avons également noté une hausse des **prix des produits alimentaires frais** : l'INSEE évalue l'augmentation à **+7%** en 2 ans (2017 par rapport à 2015). La « pénurie » et de la hausse du prix du beurre n'en ont été que l'exemple le plus marquant.

Pour 2018, la Banque de France estime que l'inflation serait en moyenne plus importante encore (1.4% en moyenne sur l'année).

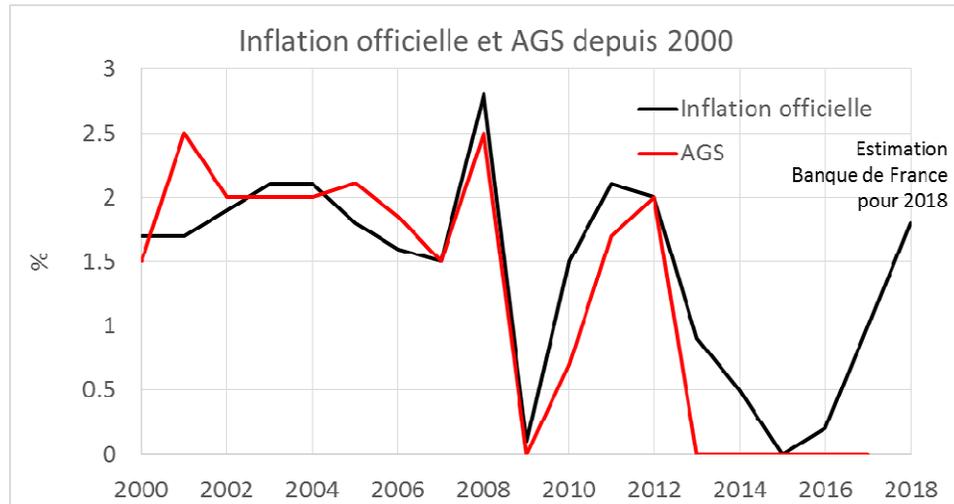
Qu'en est-il de nos salaires dans cette affaire ?

Ces mêmes économistes font des prédictions sur les augmentations de salaires en prenant en compte la prévision d'augmentation des prix mais aussi la reprise de l'activité dans certains secteurs (à l'origine d'une difficulté à recruter). Ainsi, le directeur de COE-Rexecode (centre d'études privé proche du patronat) déclarait la semaine dernière au journal Les Echos : « *comme les entreprises éprouvent de plus en plus de problèmes à recruter, il pourrait certes y avoir une légère accélération des salaires en 2018* ». Mais il ajoute aussitôt : « *le plus probable c'est que, pour pallier ces difficultés, au moins dans un premier temps, les entreprises préfèrent allonger la durée du travail. La productivité accélérera un peu comme elle le fait souvent en haut de cycle d'activité.* » Dans ce même article, un autre économiste indique en passant que « *la réforme du Code du travail est favorable à une modération salariale* ».

Car il n'y a pas de lien mécanique entre l'inflation et l'augmentation des salaires : c'est le rapport de force qui détermine la répartition des richesses créées entre actionnaires et salariés.

Et l'élément qui pourrait permettre une réelle augmentation des salaires et ainsi combattre la baisse du pouvoir d'achat, c'est l'intervention massive des salariés pour réclamer des Augmentations Générales de Salaires, chez Renault comme dans les autres entreprises.

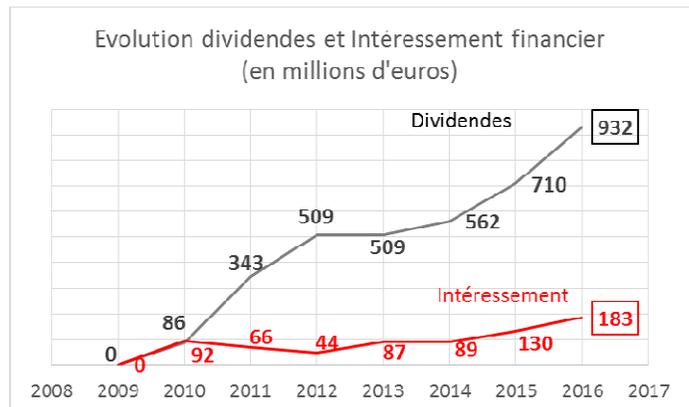
Il suffit de regarder l'évolution combinée de l'inflation officielle et des AGS ces 20 dernières années (graphique ci-dessous) pour voir que, depuis les attaques des accords de compétitivité (premier accord de 2013 à 2016 et deuxième à partir de 2017), la direction de Renault est à l'offensive contre notre pouvoir d'achat.



Jusqu'alors, les AGS compensaient à peu près la hausse officielle des prix. Cela était loin d'être suffisant mais la direction a décidé de les supprimer quand même pour les ETAM depuis 2013. Pour les APR, elles étaient de 0.5% l'an dernier, plus faible donc que l'inflation 2017 (même officielle).

Si nous continuons à laisser faire, l'écart va se creuser en 2018. Et ce ne sont pas les augmentations individuelles, distribuées au compte-gouttes, qui permettront de le rattraper. Nous ne quémardons pas des récompenses individuelles parce qu'on aurait mieux travaillé que notre collègue de bureau. Ce que nous voulons avant tout, ce sont des augmentations **générales** qui compensent les années de serrage de ceinture.

De l'argent, il y en a ! Car des richesses, nous en avons créées pendant ces années. Il n'y a qu'à voir les 3,3 milliards d'euros de bénéfices annoncés par Renault début 2017 au titre de l'exercice 2016. Ou encore la courbe des dividendes versés aux actionnaires, voir ci-contre. Surtout quand on compare les dividendes et l'intéressement financier versé aux salariés (qui comprenait en plus en 2017 un « bonus » lié à la fin de l'accord compétitivité n°1). Le versement des dividendes frisait le milliard d'euros en 2017, il le dépassera très probablement en 2018. Et oui, une petite minorité se « goinfre » en profitant des efforts de la grande majorité qui travaille dans des conditions de plus en plus dégradées.



Cela n'a rien d'une fatalité, c'est l'image du rapport de force favorable actuellement au patronat et aux actionnaires. En retrouvant le chemin de la revendication et de la lutte, les salariés peuvent obtenir ce qui leur est dû.

Nous réclamons le retour de véritables Augmentations Générales de Salaires, pour toutes les catégories de personnel (APR, ETAM et cadres également) et à même de compenser les années de serrage de ceinture.

Augmentez nos salaires, pas les actionnaires !

